

RENNES, 20 octobre.



SIÈGE DU MEDEF (NARBONNE), 22 octobre.



PARIS, 16 octobre.

Saccages, incendies et sabotages...

• **Mutinés** : La provisoire du lycée Romain-Rolland se mange une pierre à Argenteuil et celui du lycée de la Tourelle à Sarcelles tâte de la lacrymo le 13 octobre ; la voiture de la CPE est incendiée, la loge de la gardienne saccagée et les vitres de la direction brisées au lycée Louise-Michel de Bobigny le 14 octobre ; la loge de la concierge est dévastée au lycée Feyder à Epinay le 14 octobre ; le collège Val D'Huisne au Mans est incendié le 19 octobre ; un molotov crame la loge d'entrée du lycée Léonard à Montpellier le 18 octobre et trois autres atterrisent contre le collège Herriot à Chenôve le 20 octobre ; une partie d'un lycée de Brest est incendiée le 23 octobre, le lycée Méchain à Laon flambe le 25 octobre, une partie du collège de Dun-sur-Meuse suit le 26 octobre...

• **En rade** : de nombreux pneus de camions citernes dégonflés ou crevés aux abords des raffineries ou directement dans les entreprises de transport comme à Caen le 22 octobre ; siphonage des bus de transport des ouvriers Peugeot à Rougemont (Doubs) le 20 octobre ; blocage des voies de circulation en plusieurs points du réseau SNCF en Ile-de-France perturbant gravement le trafic le 21 octobre ; les pneus des véhicules de la famille Thibault sont crevés devant chez lui à Draveil (Essonne) le 26 octobre...

• **Fermés** : Saccage du bureau du député-maire UMP dans la mairie de Montélimar le 12 octobre ; toutes les vitres du tribunal de commerce de Nanterre s'effondrent le 19 octobre ; saccage du siège du Medef

(mobilier et informatique valsent par la fenêtre) à Narbonne le 22 octobre ; bris des vitrines et peinture contre la permanence UMP de St Briec le 19 octobre ; coupure d'électricité puis jets d'oeufs et fruits pourris dans la salle où se réunissait l'association d'un député UMP à Albertville (Savoie) le 23 octobre ; vitrine brisée du siège de l'UMP à Charleville-Mézières et affrontements devant le 28 octobre...

• **Fumés** : Incendies d'une Société Générale et d'un Pôle Emploi à Paris le 19 octobre ; du centre des Douanes à Rennes le 20 octobre ; de la mairie de Tarnos (Landes) le 24 octobre ; d'un Intermarché et de sa galerie marchande à St Etienne du Rouvray (Rouen) le 24 octobre ; d'un

supermarché Dia à St Maurice-de-Benost (Ain) le 24 octobre ; d'un supermarché Le Mutant à Saintes le 26 octobre ; de trois véhicules de la mairie de Castanet le 26 octobre...

• **Coupés** : Coupure électrique sauvage du centre commercial V2, de la mairie et de la police municipale à Villeneuve D'Asq le 26 octobre ; idem au ministère de l'économie à Paris le 28 octobre ; sabotage d'un faisceau de fibre optique de France 3 Nord-Pas de Calais et aussi de Numericable à Dunkerque le 28 octobre...

[Ces brèves ne sont qu'une petite partie de la réalité des attaques sans médiation, celle qui est sortie dans les journaux.]

Mouvementisme et éternel recommencement

A toutes celles et ceux qui veulent tout niquer

On pourrait croire que l'expérience est notre alliée la plus fiable, on pourrait croire aussi que lorsque le sol craque sous nos pieds il est urgent de se replier pour mieux tout défoncer, qu'une vie menée pour le triomphe de la liberté n'est pas qu'une suite d'infirmités stérilisés. On pourrait... On veut (se faire) croire que derrière la mascarade politique et syndicale qui s'agit comme un corps fraîchement décapité se cache un semblant de potentialité révolutionnaire, d'une autre vie, d'un autre monde. On se ment, à soi-même et aux autres. On se croit autre chose qu'une sorte de professionnel de l'activisme et de « la radicalisation des mouvements », pour finir par en faire un mode de vie, un rôle social confortable. Mais qui vit de combattre un ennemi a tout intérêt de le laisser en vie.

Depuis quelques semaines, le bout de territoire sous domination de l'Etat français est secoué de divers désordres. Grèves, blocages, pillages, émeutes, destructions en tout genre et sabotages agitent le train-train quotidien. Ici et là, des flics reculent face aux manifestants, collèges, douanes et bureaux de chefs partent en fumée alors qu'un peu partout des émeutiers de tous âges mettent au point des manœuvres de libération à la fois nouvelles et vieilles comme le monde avec rage et joie. Les pratiques sont radicales, il n'y a pas lieu d'en douter.

Seulement, nous sommes des femmes et des hommes, de celles

et de ceux qui mettent en pratique leur rage à bras le corps, qui avons un rêve au cœur, celui de reprendre nos vies en main, et de les vivre, parce qu'ici-bas nous ne faisons que mourir un peu plus, jours après jours, et qu'au-delà, il n'y a rien d'autre que des faux paradis. Ces pratiques sont de celles que nous préconisons pour dévaster ce monde qui nous humilie, ce sont les perspectives de libération totale de l'individu vis-à-vis des institutions, de l'économie, de l'exploitation et de la domination en général qui nous pousse. C'est parce que nous pouvons entrevoir autre chose que nous nous battons de telle ou de telle *autre façon*.

Cet *autre-chose*, n'est pas une affaire de quelques misérables années de retraites, ni de projets de lois, ni même d'un recul partiel de l'exploitation. C'est le bouleversement intégral des rapports de domination.

Nous avons fait le constat, après des siècles de guerre sociale plus ou moins diffuse, que les pratiques seules ne disaient rien en elles-mêmes des perspectives qu'elles ont pour but d'atteindre. On peut menacer de faire sauter l'usine avec des bombes de gaz pour quelques euros de merde, comme on peut s'agenouiller et se livrer à toutes les compromissions possibles pour atteindre des objectifs révolutionnaires. Les pratiques ne sont qu'une anti-chambre des perspectives, et ce sont des perspectives révolutionnaires et antiautoritaires que nous souhaitons voir émerger.

Encore un mouvement, encore une période de fatigue cérébrale et physique à courir après des fantasmes que nous avons déjà enterrés profondément dans la fosse du désespoir, à mettre entre parenthèse toutes nos luttes et les sacrifier à des « impératifs » injustifiables. Être partout, sacrifier de sa personne, Quichotter dans le désert. Faire semblant de ne pas remarquer, se faire croire qu'il y a une différence de responsabilité entre les centrales syndicales et leurs bases, qu'il y a encore quelque chose à faire dans, avec ou par rapport au syndicat. Au fond, la majorité des radicaux qui ne donnent plus que dans l'activisme a déjà enterré le mouvement dans sa tête en préparant sa chute, en tablant sur des barrages au retour à la normalité, encore des fantasmes de désespérés.

On fait comme si il n'y avait pas déjà eu une dizaine d'autres mouvements, comme si les critiques qui avaient suivi chacun d'eux n'étaient bonnes que pour les mouvements précédents. Souviens-toi bien d'oublier.

Tomber dans le panneau à chaque fois dans un éternel recommencement, ne surtout pas regarder la réalité en face, appliquer des recettes trouvées dans de mauvais livres, sans jamais sortir des habitudes : journées d'actions, assemblées générales (« inter-pro ») dont la seule finalité semble être leur répétition à l'infini et leur propre reproduction, mythologie de l'opposition entre la base-un-peu-coconne-mais-sincère et les directions des

syndicats, apologie des pratiques et mise en arrière-plan des contenus, occupations où l'on s'enferme, symbolismes en tout genre, recours aux médias etc. alors qu'à coté se déchaîne et s'émeute une jeunesse au bord de la crise de nerf qui se venge et retrouve le goût. D'un coté, des émeutes, de l'autre, des automatismes militants embourbés dans le vieux monde avec au final, et malheureusement, peu de choses qui les relie entre-eux, comme des voisins qui ne réussissent ou ne veulent pas communiquer. Mais la faute à qui ? Le domaine d'intervention choisi en dit long sur le contenu, aussi vrai que le manque ou le refus du contenu est *en soi* un contenu *clair*, caché sous un impérieux voile de tâtonnement et d'incertitude de façade. Dans cette situation, aller appuyer candidement des piquets de grèves syndicaux avec des œillères nous empêchant d'apercevoir toutes les manœuvres politiques sous nos yeux qui font barricade à toute spontanéité pendant que juste à coté, les flammes prennent de la hauteur, c'est faire le choix confortable des habitudes, éviter de contribuer au grand saut dans l'inconnu d'un déchaînement collectif et individuel des passions destructrices.

Des groupes affinitaires de quelques personnes qui se connaissent et ont su développer une affinité et une connaissance mutuelle aiguisée à travers des pratiques et des perspectives communes ont souvent été bien plus efficaces que des masses informes de gibier à flics. Nous parlons là de porter des coups, de jour comme de nuit, efficaces, reproductibles et précis, pas symboliques. Nous parlons de dégâts réels, nous parlons de contribuer à la guerre sociale dans laquelle nous n'admettons aucune trêve, récupération ou amnistie. On l'a vu aussi, ces groupes ne peuvent pas non plus tout faire basculer tous seuls, parce que les mécanismes de la domination ne se brisent pas à coup de marteaux dans des vitres ou de molotovs dans des flics, mais aussi dans l'expérimentation d'une autre vie dans la lutte, et la subversion quotidienne des rapports inter-individuels. L'équilibre doit être respecté, mouvement ou pas.

Alors cessons de faire de la politique, laissons libre cours à notre créativité et engendrons des ruines...

Je casse, tu casses, il casse, nous cassons, les mauvais jours finiront

[21 octobre 2010]



Détruisons tout ce qui nous détruit • novembre 2010

«Et quand le travailleur s'endort il est bercé par l'insomnie et quand son réveil le réveille il trouve chaque jour devant son lit la sale gueule du travail qui ricane qui se fout de lui»

Un récent bilan ministériel précisait qu'en l'espace de deux semaines (du 12 au 26 octobre), près de 2300 manifestants avaient été arrêtés, et 360 renvoyés devant des tribunaux qui distribuent à la chaîne des mois de prison ferme. En face, on ne compterait que 72 policiers et gendarmes blessés. Si on ajoute à cette pénible comptabilité quelques mesures symboliques comme l'équipe cagoulée du GIPN envoyée place Bellecour à Lyon contre les émeutiers ; les réquisitions administratives de travailleurs pour « atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques »; ou encore l'envoi de l'armée à Marseille pour briser la grève des éboueurs, il est clair que nous vivons des temps de guerre. Il faut dire que beaucoup d'entre nous n'ont pas attendu cette loi sur les retraites pour prendre la rue et y exprimer toute notre rage, tant les raisons de se révolter ne manquent pas. Depuis que nous respirons l'air vicié de ce monde de flics et de fric, l'Etat et les riches veulent nous enfermer dans leurs écoles, leurs bureaux, leurs cages à poules, leurs usines et leurs prisons. Ils tentent de nous contraindre à sacrifier toute liberté contre quelques miettes en fin de mois, contre un sourire à l'assistante sociale ou une courbette au patron du coin. Et si on traîne trop des pieds pour aller enrichir les bourgeois, on nous menace de crever la gueule ouverte dans la rue ou derrière des barreaux. C'est vrai quoi, nous sommes si fainéants que nous osons rechigner à leur vendre bras, cerveau, sueur et temps.

Alors ouais, dans tout le bordel qui se passe dans la rue depuis la rentrée, il y a pour nous clairement le refus d'en chier quelques années de plus avant de finir dans un mouroir ou à l'hôpital, dégingués par une vie perdue à essayer de joindre les deux bouts. Mais il y a plus encore : il y a toute cette colère contenue jour après jour, toute la violence des rapports sociaux à renvoyer à la sale gueule de l'Etat et des patrons. Toute cette revanche à prendre contre les matins où il fait encore nuit et qu'on se lève dans la douleur pour partir au bahut ou au turbin. Tout ce dégoût contre les matraques des assassins en uniformes ou contre les chefs qui nous pourrissent la journée. Ceux du turbin, ceux de la rue, tous ceux qui nous humilient avec leur maille forcément arrachée sur le dos des autres.

Alors cessons de faire de la politique, laissons libre cours à notre créativité et engendrons des ruines...

Alors cessons de faire de la politique, laissons libre cours à notre créativité et engendrons des ruines...

Qui donc délègue en permanence sa vie au grand frère, au syndicaliste, à l'élu, aux *spécialistes* en tous genres ? Ne serait-il pas temps de prendre nos affaires en main, sans chef ni organisation au-dessus de chacun ? Qui donc entretient une proximité avec des oppresseurs, au prétexte qu'ils sont de la même famille, de la même religion, du même pays ou du même quartier, au lieu de la chercher chez ses frères de misère ? Ne serait-il pas temps d'envoyer bouler toutes ces fausses appartenances, ces identités contraintes, pour enfin se rencontrer entre individus et partager ce que nous avons en commun, pour se battre et détruire ce monde de domination et d'exploitation ?

Si on se fout de la revendication sur l'âge de la retraite, de cette aumône accordée chichement avant la mort, c'est parce que nous critiquons un monde de travail et d'argent, une vie de morts-vivants et de concurrence, de marchandises et de crevards. L'occasion faisant le larron, pourquoi ne pas sortir de notre routine de galériens pour tenter de rendre quelques coups



PLACE BELLECOUR (LYON), 19 octobre.

à ceux qui nous écrasent au quotidien et faire quelques rencontres passionnantes en chemin ? Pourquoi ne pas s'opposer de ce moment qui voit défilé des masses d'autocolants et de promeneurs derrière les syndicats pour tenter d'exprimer et d'expérimenter *autre chose* ? Pour cracher notre rage en affrontant les keufs, en détruisant des vitrines, en incendiant des lycées, en ravageant des administrations ou des permanences électorales, en reprenant la rue, en foutant le bordel à droite à gauche pour bloquer et saboter l'économie. Pour expérimenter des pratiques nouvelles et vivre des rencontres à partir de perspectives qui rompent avec l'existant, partager une haine contre la condition commune qui nous est faite, et en sortir quelques bonnes idées. Comme en novembre 2005 lors des trois semaines enflammées qui ont offert à ce foutu système un avant-goût de l'avenir que nous lui réservons ; comme pendant le CPE lorsque l'agitation étudiante a commencé à être dépassée par des rebelles en tout genre lors de longues manifs sauvages ponctuées d'affrontements.

Ces dernières semaines, tous n'ont donc pas couru derrière le sujet du moment, les travailleurs garantis syndiqués qui demandent au mieux le maintien du statu quo, au pire l'ouverture de négociations pour aménager leur cage. Beaucoup, lycéens ou pas, improvisent des cortèges spontanés dans les rues, tentent de modifier l'architecture carcérale des grandes villes, s'auto-organisent loin des piquets/braseros pour ne confier aucun pouvoir supplémentaire à une petite partie du mouvement (raffineurs ou éboueurs), délaissent les jeux tactiques d'aspirants au pouvoir sur la meilleure façon de bloquer le pays, bref se lancent dans la bataille avec ce qu'ils sont, c'est-à-dire

simplement eux-mêmes : des révoltés qui n'aspirent ni à influencer le Parlement, ni à améliorer l'existant, certainement pas à le préserver dans toute sa misère salariée. Certes, à l'heure où l'on jette ces mots sur le papier, l'intensité n'est plus tout à fait la même que lorsque plusieurs ingrédients semblaient pouvoir se compléter un peu partout : blocages des transports et des zones industrielles, émeutes urbaines et solidarité dans la lutte, attaques affinitaires nocturnes et manifestations sauvages diurnes, lycéens et pré-retraités. Certes, il n'y a pas eu de blocages offensifs comme ceux de Barcelone lors de la grève générale du 29 septembre 2010, ou de manifestations enflammées comme en Grèce au début de l'année. Certes, les grosses médiations syndicales ou politiques (voir le désastre de l'anti-sarkozysme) présent encore de tout leur poids, les rencontres commencent à peine à s'ébaucher et l'auto-organisation à se chercher, l'imagination dans les formes d'action collectives n'est pas très répandue, les perspectives radicales contre le travail et tout ce qui le produit (et qu'il produit) n'en sont qu'à leurs balbutiements. Néanmoins, personne ne peut jamais prédire ce qui va se passer demain, et c'est carrément de toute idée de calcul politique dont il faut se débarrasser maintenant, si on veut plonger dans l'inconnu d'un bouleversement réel. Avec cette intuition aussi, celle qu'un « mouvement social » sera toujours resté pauvre pour exprimer nos révoltes, tant il repose profondément lié à une conception citoyenne de la conflictualité.

À présent, gauche et droite nous disent que la loi sur les retraites est votée, et que s'y opposer serait bafouer cette sacro-sainte démocratie qui sanctifie la continuité de notre exploitation et notre écrasement quotidien à travers la loi. Pourtant, beaucoup s'en contrefoutent, parce que ce n'est pas *uniquement* contre cette réforme qu'ils se bougent. À présent, les syndicats préparent une autre retraite en posant quelques dernières journées traîne-savates bien lointaines (28 octobre et 6 novembre), tout en continuant de réclamer... d'être associés à la réforme à travers l'ouverture de négociations. Ils ne font même plus semblant d'y croire, et s'empressent d'assurer leur fonction policière contre les « casseurs », les « sans-papiers », et tous ceux qui sortent du rang. En fait, ils ne font ni plus ni moins que ce qu'ils ont toujours fait : cogérer la force de travail avec les patrons, et la contestation avec l'Etat. Pourtant, force est de constater que l'enthousiasme de ce qui a été vécu ensemble pendant plus d'un mois conduit encore beaucoup de monde à ne pas lâcher l'affaire.

À présent, c'est donc plus que jamais le moment de s'élaner sans suivre un quelconque rythme, qu'il soit extérieur (le calendrier du vote de la loi et des échéances syndicales) ou stratégique (aider aux blocages de camion-citernes, mais surtout sans toucher aux oléoducs). N'ayons pas peur de poser tout ce que nous voulons. Si nous défendons des moyens comme le blocage ou le sabotage, c'est bien pour interrompre la normalité, briser ce qui va de soi, dégager des espaces afin que chacun puisse être un peu plus que soi-même. C'est pour se rencontrer directement ou indirectement, au-delà des catégories, sur des bases anti-autoritaires refusant médiations, rôles et hiérarchies, dans une tension vers *quelque chose d'autre* : la subversion des rapports sociaux et la destruction de toute domination.

29 octobre 2010

Ce quatre pages est une petite contribution à la lutte en cours, un recueil de quelques textes issus de différentes villes et qui nous ont semblés intéressants.



COLLÈGE VAL D’HUISNE (LE MANS), 19 octobre.

Organiser la grève de la servitude volontaire

Ils/elles parlent de crises de sacrifices nécessaires pour sauver notre mode de vie, mais tous les sacrifices n’y changeront rien. Cela fait des années que nombre d’entre nous meurent au travail, gâchent leur vie derrière des machines ou des bureaux, ou sont abattu-e-s par la police. Tout ces sacrifices n’ont servi à rien et le capitalisme se contrefout bien de ce qu’il peut arriver à des individu-e-s qui ne sont au final que des rouages interchangeables, des statistiques dérivant à travers les graphiques de la production. Croire qu’il est possible de réformer le capitalisme relève de la naïveté ou de la bêtise.

Cette mobilisation contre la réforme des retraites, témoigne de la volonté de nombre d’entre nous de ne pas laisser se dégrader encore des conditions de vies déjà misérables. La misère est la condition morale de tous les opprimé-e-s. Le plus aberrant est que cette misère est soigneusement organisée de manière à ce que nous y restions tous. Que ce soit la concurrence entre les salarié-e-s sur le «marché» du travail, ou au sein d’une même entreprise, la concurrence entre travailleurs/euses français-e-s et les travailleurs/euses sans-papiers/ères, tout les moyens sont bons pour dresser les individu-e-s les un-e-s contre les autres. Au final chacun-e, combat, détruit, rabaisse son/sa voisin-e, pendant qu’au dessus de cette mêlée générale, les patron-e-s et les bourgeois-e-s se gavent de caviar et de champagne en admirant ce spectacle d’un œil distrait. Chacun-e se satisfait de sa misère quand il/elle regarde celle de celui qui a encore moins, mais au final tout le monde reste dans la misère. Lorsqu’un-e ou plusieurs-e-s individu-e-s décident de s’élever au dessus de leur condition d’esclaves et de lutter, la police, les syndicats, la justice, le salariat ont là pour leur rappeler où est leur place et bien souvent l’espoir d’une vie meilleure cède la place à la répression.

Il n’est pas question de se contenter du maintien du statu quo sur les retraites, nous voulons TOUT.

C’est à nous de nous organiser collectivement, de la manière que nous jugerons appropriée pour reprendre ce qui est à nous. Le spectacle est un rapport social, une dépossession permanente de la vie, un système qui code tout ce qui nous entoure. Le capitalisme, pourrait bien redistribuer toute la production aux travailleurs/euses, les structures et les hiérarchies qui le composent maintiendraient tout le monde dans la misère la plus totale. La dépossession du travailleur/euses des moyens et du produit de son travail, ainsi que celle de son temps, la falsification des désirs et les substituts marchands qui nous sont servis pour les combler, c’est cela qui nous maintient dans la misère. Tout l’or du monde n’y changera rien.

Groupe anarchiste L'électron libre, Tours, 11 octobre 2010 (extrait)



NANTES, 19 octobre.

Les retraites on s'en fout, on veut plus bosser du tout !

Une énième réforme des retraites fait encore une fois descendre les gens dans la rue. Et pourquoi ? Préserver ce qu’il reste du droit de se reposer d’une vie d’exploitation, d’humiliations et de souffrances en attendant la mort ? Conserver la relative garantie qu’apporte une pension (souvent de misère) de pouvoir encore payer ses factures ou son mouiroi (pudiquement appelé maison de retraite ou hôpital) ?

En réalité la plupart des gens n’y croient plus depuis longtemps et ne sortent que pour exprimer leur colère et leur dégoût avant de retourner à leur vie de labeur ou de chômage, sans pouvoir nourrir un quelconque espoir dans ces journées d’action fantoches appelées par les syndicats. Car si l’envie de lutter était vraiment là, les syndicats, ces partenaires sociaux dont la seule finalité est aujourd’hui de contenir la rage populaire, seraient notre première cible.

Tous font l’apologie du travail et du salariat, tous négocient en notre nom la paix sociale avec nos bourreaux et trompent la confiance de celles et ceux qui les suivent en leur faisant croire que lutter c’est faire les traîne-savates de temps en temps dans la rue et attendre les chiffres du ministère de l’intérieur devant sa télé le soir. Sûr qu’ils tremblent les bourgeois devant ces hordes apathiques réclamant à grands cris le droit de se faire exploiter et de jouir de loisirs produits par d’autres exploité-e-s (les fameux droit au travail et pouvoir d’achat) ! Ami-e-s, on se fout vraiment de nos gueules…

« ALORS, LES MAÎTRES ONT CHANGÉ DE TON ET ILS ONT PARLÉ DE RÉFORMES, ILS ONT PROMIS DES AMÉLIORATIONS AU SORT DU PROLÉTAIRE, ILS ONT FABRIQUÉ UN PARADIS, EN DEÇÀ DE LA MORT, QU’ILS ONT DÉCORÉ DU NOM DE RETRAITES OUVRIÈRES, OÙ HÉLAS ! LE BONHEUR NE SERAIT NI INFINI NI ÉTERNEL. CE SERAIT, POUR L’OUVRIER, LE CHANT DU CYGNE, LE DERNIER ÉCLAT DE LA LAMPE QUI VA S’ÉTEINDRE. ET POURTANT SI MODIQUES, SI ILLUSOIRES, SI FICTIVES SOIENT CES PROMESSES, LES GOUVERNANTS N’ONT RIEN TENU ; LA SEUR ANNE POPULAIRE NE VOIT JAMAIS RIEN VENIR.

A CÔTÉ DES GOUVERNANTS, D’AUTRES HOMMES – ET DES MEILLEURS PARFOIS – PARLENT D’UNE RÉVOLUTION SOCIALE, D’UN BRANLE-BAS GÉNÉRAL QUI SECOURAIT JUSQUE DANS SES ASSISES L’ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ, QUI EN TOMBERAIT LES MURS VÉTUSTES ET QUI PERMETTRAIT ALORS DE JETER LES BASES D’UN NOUVEAU MONDE. MAIS CETTE RÉVOLUTION N’ARRIVERA QUE DEMAIN. ET TOUTE LA VIE ET TOUT LE BONHEUR DES HOMMES SE TROUVENT RAPPORTÉS À DEMAIN. Ô LE DEMAIN FATIDIQUE : LE DEMAIN DES PARADIS APRÈS LA MORT, LE DEMAIN DES RETRAITES LORS DE LA VIEILLESS ; LE DEMAIN D’UN MONDE NOUVEAU APRÈS LA RÉVOLUTION. TOUJOURS DEMAIN.

ET ALORS NE COMPRENDEZ-VOUS PAS QUE DES HOMMES AIENT LE DÉSIR DE VIVRE AUJOURD’HUI, MAINTENANT, ET QUE LEURS DENTS SE FERMENT FÉROCEMENT SUR LE BUTIN SOCIAL AFIN D’EN ARRACHER LEUR PART EN DEHORS DES LOIS ET DES FORMULES, DES PRÉJUGÉS ET DES MORALES ? »

Albert Libertad, Les révoltes utiles
21 novembre 1907

Quand un patron demande à ses employés d’accepter les licenciements et une baisse des salaires, «pour sauver l’entreprise», c’est toujours qu’il a déjà décidé de la fermer.

Quand la droite, la gauche et les médias nous expliquent qu’il va falloir travailler plus longtemps «pour sauver notre système de retraites», ils annoncent que sa fin est programmée.

On veut nous contraindre à travailler deux ans de plus. L’exploitation, ça dure toujours trop longtemps. Le temps volé ne revient plus !

Les syndicats tentent de contrôler le mouvement pour rester seuls crédibles face à l’État. Ils espèrent sortir de la confrontation avec quelques miettes pour garder la face. Les syndicats négocient la longueur de nos chaînes ; nous voulons les briser !

Les TV, les journaux et les radios reprennent en cœur le même discours et véhiculent les mêmes images. En focalisant sur les raffineries ou les éboueurs de Marseille, les médias choisissent d’enterrer la multitude d’initiatives et de pratiques qui fleurissent depuis début septembre : opérations escargot par les routiers, blocages de supermarchés par leurs employés, grèves reconductibles des enseignants, des cheminots, des ouvriers de PSA, des salariés de Radio France, grèves tournantes,

Alors nous le disons clairement : rien à foutre des retraites, du pouvoir d’achat et de ce monde pourri que l’on voudrait nous faire défendre. On en a ras-le-bol de trimer pour avoir le droit de recommencer le lendemain, que ce soit pour une durée de 40 ou 42 ans. Même vendre une heure de nos vies nous paraît abject ! Bien sûr, comme tou-te-s, nous y sommes (souvent) contraints, mais cela ne veut pas dire que nous nous y résignons.

Plutôt que de perdre notre temps en de vaines protestations et revendications, nous voulons créer un rapport de force qui rende possible la fin de l’exploitation et de la misère, pas leur aménagement.

Nous voulons brûler nos prisons, pas y installer le câble et la clim’. Nous voulons créer un monde où nous pourrons utiliser nos têtes et nos mains en accord avec nos cœurs pour faire des choses qui profitent à nous-mêmes et aux autres, pas pour engraisser les patrons et l’Etat.

Oui, nous sommes des révolutionnaires, mais en cette sombre époque, n’est-il pas urgent de (re)penser à la révolution ? Pas celle qui consiste à remplacer une élite par une autre, mais celle qui permet à chacun de vivre libre et responsable, solidaire entre égaux. Ceci ne dépend que de toi, lui et elle, en somme : de nous. Cessons de creuser nos tombes en de vaines négociations, Nous n’aurons que ce que nous saurons créer.

Collectif Libertaire Marius Jacob

[tract distribué à Périgueux le 7 septembre 2010]

Le front commun des casseurs

Il est souhaitable de préciser en mini préambule : la forme ne fait pas le fond. Il n’est donc pas question ici d’idéaler des pratiques pour ce qu’elles seraient en tant que telles, mais de les voir dans un contexte bien particulier.

La violence n’est jamais une chose à romantiser, à idéaliser. Elle est juste nécessaire à tout acte de révolte, toute velléité révolutionnaire. Et sans pour autant être menée via de sales stratégies autoritaires.

On remarque une différence bien nette avec ce mouvement social en comparaison avec les précédents les plus récents. L’entrée des lycéens ne se fait pas de manière tranquille, c’est le moins que l’on puisse dire. La radicalisation n’est pas menée par une minorité en fin de mouvement, mais s’est traduite directement en actes et ce de manière diffuse. Lire les brèves d’une des dernières journées nous donne un indicateur précis et non équivoque : on s’affronte avec les flics, on casse, on brûle, on saccage, etc., que ce soit dans une grande ville ou dans un petit bled. La contagion est là, la machine est lancée.

Et c’est là où une deuxième spécificité entre en jeu : la figure du jeune de cité de novembre 2005, qui lors du mouvement lycéen de 2005 ou lors du mouvement anti-CPE de 2006, venait sur des manif pas vraiment dans le même but que les manifestants eux-mêmes (et quelques «antagonismes» se faisaient alors sentir sur le terrain), se retrouvant cette fois-ci du même côté des barricades. Une certaine jonction se fait enfin. Ce n’est pas l’unité de classe, mais c’est un joli début d’association. Alors qui de l’oeuf ou de la poule a provoqué cela ? Ce n’est pas très intéressant à savoir. Ce qui est sûr c’est que deux phénomènes se sont alors auto-alimentés : les lycéens bloqueurs adoptant des stratégies (ou au minimum réactions) plus offensives, les jeunes de la cité pas forcément régulièrement scolarisés pour une partie d’entre eux (pas intéressant à nuancer ou à développer, ce n’est pas le fond du propos) venant rejoindre les blocages ou alentours pour épauler lors/profiter des affrontements et apporter ainsi leur pierre. Et ça marche.

On se retrouve avec une série d’actes de violence où mêmes les médias n’arrivent plus (enfin, plus tous), à dire que les événements sont uniquement dus aux «casseurs infiltrés». Et des profs de lycées de reconnaître avec compassion que les casseurs, ce sont aussi leurs lycéens. Merde alors, la figure du barbare se décompose. On se retrouve avec des témoignages qui ne faisaient pas de doute mais qui là sont encore plus explicites : la reforme des retraites, certes personne n’en veut, mais on s’en fout aussi un peu beaucoup. C’est aussi et surtout un bon prétexte pour dégueuler tout ce que l’on a dans le ventre et que l’on retient pour beaucoup au quotidien. Et comme certains lycéens disent, ça suit le mouvement. Je me mets à casser ou à balancer des pierres sur les keufs car les autres le font. Et sans doute que cela fait du bien. Car en général les mêmes se comportent avec beaucoup plus de docilité envers le système (scolaire et plus généralement). On brise enfin certaines de ses propres chaînes.

Ce défourloir en forme d’exutoire n’est certainement pas gratuit et vide de sens. Il est dans la continuité de novembre 2005 à une autre échelle (actuellement). Sauf que l’on a effectué quelques recentrements géographiques. Les mêmes, avec leurs nouveaux camarades de rue, qui en 2005 se contentaient de foutre le feu à leurs quartiers s’en vont piller par ex. les magasins d’une rue commerçante à Lyon, ou encore tenir la rue à proximité d’un lycée à Nanterre. Les deux exemples les plus récents, mais qui sont loin d’être isolés. On pourrait en citer tant d’autres.

La différence notable est que là encore, il n’est pas question d’un enchaînement de violence

réactif suite par exemple à une «bavure» policière comme cela a pu être le cas en novembre 2005 ou en Grèce plus récemment. Une opportunité de situation est plutôt saisie. Et même si on pourrait en dire de même (la fameuse histoire du prétexte) quand il s’agit d’émeutes réactives, on trouve ici une belle petite spécificité. Alors que des violences réactives ont plus de légitimité ou de raison évidente de chercher à s’affronter à la cause directe : la figure du flic. Ici, le flic n’est pas trop la cause de la réforme des retraites. Et même s’il se montre offensif/répressif lors du mouvement, ce n’est pas cela essentiellement, qui contrairement à ce que veulent faire croire les gentils démocrates de gauche (les fameuses «provocations policières»), qui fait que l’on veut le niquer, lui et ses collègues. C’est autant de la vengeance personnelle pour ceux qui connaissent les humiliations quotidiennes, que de le mettre à sa place réelle : celui qui protège le capital, l’Etat, celui qui nous bride tous les jours, celui qui permettrait de nous foutre en taule et de briser les révoltes de demain. Et c’est donc dans un bon sens total que la réaction première en le voyant n’est plus de faire des bisous ou des sit’in devant lui. Mais d’y aller franchement. Plus il y en aura à terre, mieux cela sera.

Mais ne mettons pas simplement le flic au centre de la chose (en petite parenthèse, les services d’ordre des syndicats devraient prendre leur même dose au quotidien…). Le bras armé du capital doit effectivement en prendre le plus dans la gueule, mais cela ne s’arrête certainement pas là. Ce qui est retenu aussi, c’est que ça doit péter, ça doit piller, ça doit brûler. Tout ce qui humilie au quotidien en termes de questions matérielles, toutes les frustrations et les voies sans issues que promettent cette société de merde à la plupart doit prendre des coups, doit valser (quitte à avoir un esprit immédiat pragmatique et aussi à s’en mettre plein les poches).

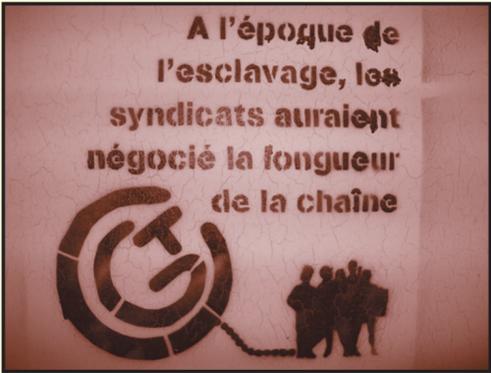
Alors en l’état actuel des choses, il ne sert à rien de se dire que cela puisse servir effectivement ou non à grand chose. Une vitrine de pétée ou une voiture de cramée n’ont jamais changé et ne changeront jamais en tant que telles le monde, ça c’est sûr. C’est juste que ces derniers jours donnent plutôt des indicateurs pour demain, que ce soit dans ce mouvement ou dans un autre futur. De plus en plus de gens n’ont rien à perdre et plus à gagner à voir ce monde crever. Et quand la plupart des gens dans la rue se mettront à commettre toute une série d’actes en forme de non-retour possible. Quand il n’y aura pas 10 mais 1000 vitrines pétées en simultanées et sans concertation. Tout commencera.

A quand la mise à feu d’une raffinerie ?

Un électron libre et révolté qui espère le courant très haute tension pour ne pas devoir rester dans le noir… trop longtemps.

PS : appel aux démocrates théoriciens du complot : camarades, pour ne plus avoir de doute sur le fait que ce soient ou pas des flics provocateurs qui pétent des vitrines et commettent les divers actes de violence, notamment lors des cortèges noirs parisiens, procures- toi la prochaine fois une barre de fer et pètes-en une en premier. C’est la seule thérapie de choc qui te reste à disposition. Sinon tu as encore la possibilité de rejoindre le rang des SO et ou encore celui des milices staliniennes en formation. Mais attention, tu en prendras plein la gueule, car même si on sait que les SO n’ont pas de flics infiltrés dans leurs rangs (ah merde, si, il y a les branches sectorielles de flics et de matons dans bon nombre de syndicats), on sait aussi que ces derniers ont bien infiltré leurs têtes. Ils seront donc traités comme tels. Des porcs à saigner.

[20 octobre 2010]



A l'époque de l'esclavage, les syndicats auraient négocié la longueur de la chaîne

« Il est hors de question de lever le barrage pour alimenter les stations-services de Total dans un but lucratif. Il y a une vérification des destinations des produits pétroliers par les organisations syndicales pour que cela ne concerne que l’approvisionnement pour les services publics de santé (hôpitaux) et de sécurité (police, gendarmerie).»

Franck Manchon, délégué CGT de la raffinerie Total de Grandpuits déclaration à l’AFP, 19 octobre 2010

« Ceux qui jettent des pierres, incendient, cassent des vitrines sont des sarkozystes militants, ils n’ont peut-être pas leur carte (...) mais la seule et unique personne à qui ils rendent service, c’est le président Sarkozy. Nous les regardons avec dégoût.»

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche

21 octobre 2010

« La CGT appelle les salariés, les grévistes à la vigilance du fait de la présence de provocateurs dans les initiatives syndicales. Ils incitent à des actes violents susceptibles en retour d’alimenter la répression policière et le discrédit de la lutte.»

Communiqué national de la CGT

22 octobre 2010



NOGENT-SUR-MARNE, 19 octobre.



Lyon, rue Victor Hugo 19 octobre.

« CE N’EST PAS POUR AUTANT QUE LA LÉGALITÉ DOIT DEVENIR UN CRITÈRE DÉTERMINANT DE L’ACTION. L’ILLÉGALITÉ N’EST PAS UNE IDÉOLOGIE POUR CEUX QUI S’Y LIVRENT. L’ACTION ILLÉGALE N’EST PAS UNE FIN EN SOI OU CE QUI POURRAIT DONNER UNE VALEUR À L’ACTE. IL NE S’AGIT PAS, PAR LA « DÉSOBÉISSANCE CIVILE », DE PRÉTENDRE REMPLACER UNE NORME PAR UNE AUTRE, D’OPPOSER, À LA LÉGITIMITÉ OFFICIELLE, UNE LÉGITIMITÉ CONCURRENTE. EN FAIT, C’EST L’IDÉE MÊME DE NORME LÉGALE QU’IL FAUDRAIT DÉPASSER. PAR LA LOI, TELLE QU’ELLE EXISTE DANS LE SYSTÈME ACTUEL, C’EST L’INTERDIT ET LA DOMINATION QUI S’AFFIRMENT, ET RIEN D’AUTRE. »

Un pavé dans les rouages, décembre 2008